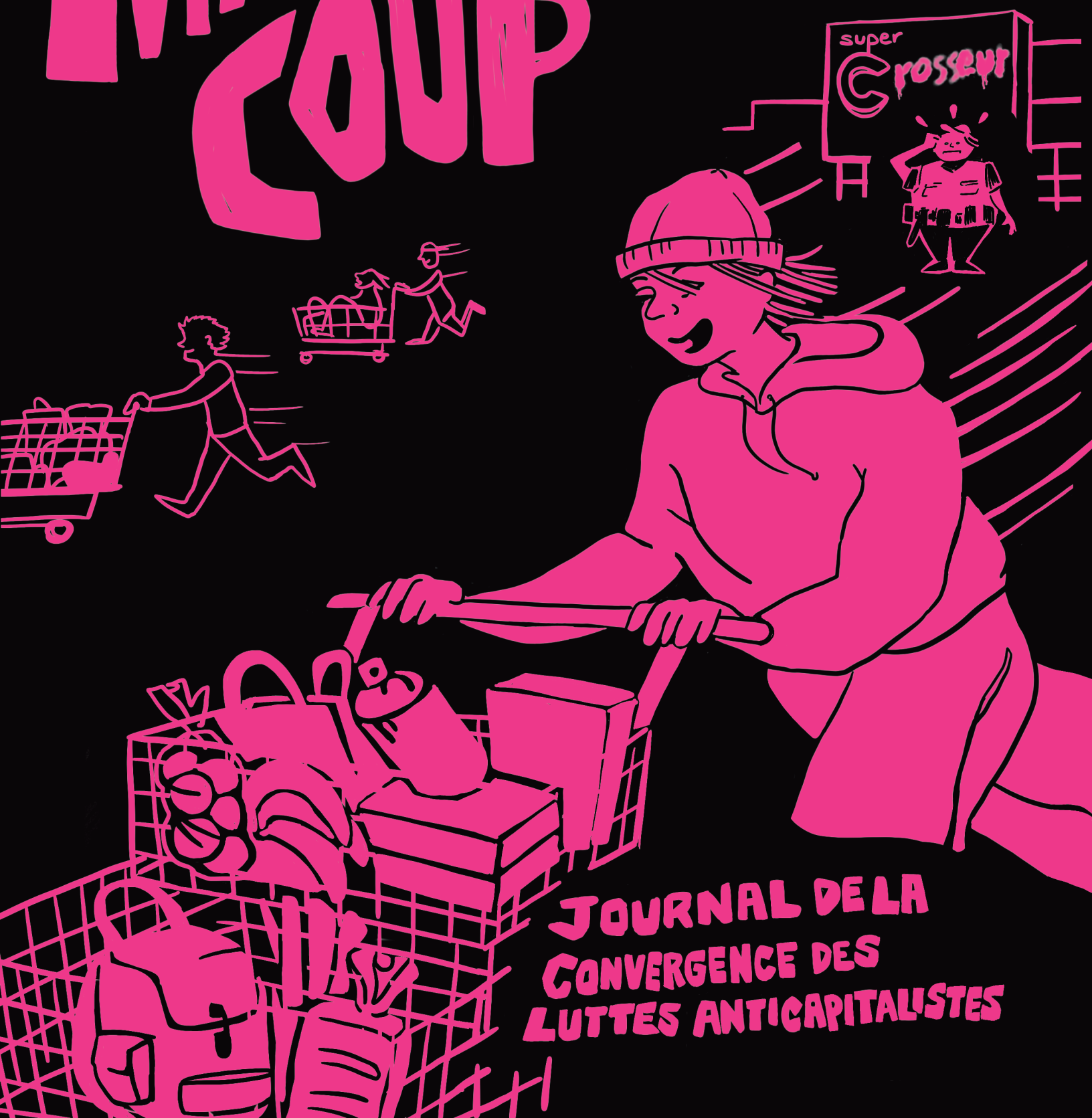
MAUVAIS COUP

PRINTEMPS 2023



JOURNAL DE LA CONVERGENCE DES LUTTES ANTICAPITALISTES

Table des matières

Contre le réformisme et la sociale-démocratie : vive la révolution ! 4

Perspectives anarcho-communistes 6

Sur le travail salarié capitaliste 8

BD Fédéral ou provincial, tout les gouvernements abusent des migrant.es 12

Qu'est-ce que l'action directe ? 13

Réponse populaire à la vie chère ! 16

L'Horoscoup 18

Syndicalisme révolutionnaire des locataires : Vers une grève générale des loyer ! 20

Mots croisés 23

1er mai anticapitaliste 2023

Impossible d'exister ; le capitalisme à blâmer !

Si la situation canadienne est moins catastrophique que pour d'autres régions du monde, nous ressentons tou·te·s le poids d'une inflation de plus en plus inquiétante. Les prix montent plus rapidement que les salaires et nous restons sans véritable levier pour agir sur la situation. Dans l'ordre néolibéral, les bourgeois font ce qu'ils veulent et le peuple subit sans mot dire. Les loyers, l'épicerie et les transports sont une charge de plus en plus pesante sur nous, et tout est à parier que les choses n'iront pas en s'améliorant.

Or, il n'est pas nécessaire qu'il en aille ainsi. Les coûts des logements augmentent pour enrichir des propriétaires dont le revenu est en réalité une taxe sur le droit de vivre sous un toit. Le prix des aliments croît avec les profits de Loblaws, et celui de l'essence avec ceux des magnats du pétrole. Les anticapitalistes de tout poil ont toujours eu des solutions à ces problèmes. La socialisation du parc locatif, l'abolition de la condition salariale et des transports en commun gratuits et gérés collectivement sont autant d'éléments de solutions radicales à ces problèmes. Devant un État inféodé plus que jamais à la seule volonté des ultrariches, ne nous satisfaisons pas de revendications insuffisantes: plutôt que de négocier à notre désavantage le ralentissement de notre appauvrissement, exigeons un monde où nous voudrions vivre, et œuvrons à le faire advenir.

L'État agit dans l'intérêt du patronnat en coupant le peu de services qu'il offrait jadis à la population. Lorsque l'État se sent menacé, il nous fait taire en nous donnant quelques miettes, mais dès que nous fermons l'oeil nos acquis sociaux sont sacrifiés à l'autel du marché. Alors que nous sommes le moteur du monde, que nous sommes celleux qui tenons l'édifice de la production par notre travail gratuit et salarié, c'est nous qui subissons de plein fouet le reniement par l'État capitaliste de son aspect "providence". Cette logique, c'est la logique par excellence d'un capitalisme sans bride ni garde-fou pour lequel l'appauvrissement des basses classes de la société n'est inquiétant que lorsqu'il met en péril les taux de profits des grandes entreprises. Parce qu'on est tanné·e·s d'être plongé·e·s dans l'inquiétude, de se voir sombrer dans le désespoir, de voir ses proches mourir à enrichir les riches, révoltons-nous ! Mettons fin à la violence bourgeoise qui nous écrase, nous étouffe et nous matraque : le premier mai, on sort dans la rue, on se tient, on avance et on ne cède pas un centimètre à la police.

Vive la révolte ! Mort aux exploiteurs !

Contre le réformisme et la sociale-démocratie : vive la révolution!

1. Introduction

Au « Québec » et partout dans le monde, les classes populaires sont jetées dans une précarité croissante face à un système économique qui dévoile clairement sa nature exploiteuse, oppressive et dysfonctionnelle. Partout la haine grandit face à la minorité possédante et les mouvements sociaux s'organisent pour riposter aux offensives du capital. Pour réagir de manière adéquate face à ces attaques et régler les problèmes à leur source, il faut absolument se libérer d'un mensonge constamment réitéré par la classe dominante, ses partis politiques et ses médias : la possibilité de régler les problèmes du capitalisme dans le capitalisme. Ce court texte montrera que des réformes et le modèle de la sociale démocratie sont profondément insuffisants et indésirables pour éradiquer une bonne fois pour toutes les injustices et les crises présentes. La seule solution définitive et souhaitable aux problèmes du capitalisme, c'est une révolution et la remise aux mains des masses du plein contrôle sur leur destin !

2. Qu'est-ce que le réformisme et la sociale-démocratie?

Face aux nombreux et criants problèmes subis par les classes populaires, le gouvernement, les partis politiques traditionnels ainsi que les médias dominants s'empressent de proclamer que « tout est sous contrôle » et qu'on peut trouver une solution à ceux-ci sans de profonds changements sociaux. Cette doctrine selon laquelle les crises existant dans notre monde peuvent être résolues sans transformer significativement l'organisation économique et sociale de celle-ci se nomme « réformisme ». Depuis les débuts du capitalisme, elle a été la réponse officielle de la classe dominante face aux protestations populaires dénonçant les violences, problèmes et crises multiples engendrés par cet ordre social.

La sociale-démocratie est une forme particulière de gouvernement de la société capitaliste caractérisée par une plus grande intervention et régulation de l'économie par l'État ainsi que la mise en place de certains programmes et services publics visant en principe à limiter la pauvreté et la misère. Des soins de santé gratuits, une société d'État offrant de l'énergie, une couverture publique de santé-sécurité au travail sont autant d'exemples de tels programmes et services. Dans une société présentant marginalement des aspects sociale-démocratie comme le « Québec », et à plus forte raison certains pays scandinaves, la classe capitaliste possède et contrôle encore les moyens de production, la production est toujours dictée par la recherche du profit, l'écrasante majorité de la population est toujours contrainte de vendre sa force de travail à une poignée de capitalistes et de se faire voler les fruits de son labeur. En fait, la sociale-démocratie n'est rien d'autre qu'une des réponses historiques de la bourgeoisie des pays impérialistes occidentaux (France, Angleterre, « Canada », etc.) pour atténuer les contradictions du système capitaliste, pour remédier à certains de ses effets les plus dévastateurs et surtout pour éviter le développement d'un mouvement révolutionnaire de masses.

3. Insuffisance et indésirabilité des réformes et de la sociale-démocratie

L'insuffisance radicale des réformes et du modèle social-démocrate devrait apparaître clairement lorsqu'on comprend qu'ils ne s'attaquent qu'aux effets et aux manifestations les plus violentes, destructrices et injustes du système pourri qui les cause : le système capitaliste. Des phénomènes comme l'inégalité immense et croissante des richesses, l'inflation constante, les crises et instabilités sont des produits directs de ce système, notamment de son caractère chaotique puis de l'exploitation au cœur des rapports de production qui y règne entre patron.ne.s et travailleur.se.s. Des réformes et un mode de gouvernement interventionniste peuvent contenir partiellement les crises et en amoindrir certains des effets, mais ils ne peuvent pas l'éviter complètement et empêcher que ceux-ci continuent de se reproduire avec toujours plus d'intensité et de conséquences désastreuses pour les travailleur·se·s et la population. De surcroît de l'insuffisance du modèle face aux contradictions du capitalisme, il faut souligner l'insuffisance des services qui doivent lui servir de garde-fou : des soins de santé gratuits (après plusieurs heures d'attente), une société d'État offrant de l'énergie (issue de barrages innondant des territoires non-cédés), une couverture publique de santé-sécurité au travail (à condition de prouver que les commentaires discriminatoires et machistes de ton patron n'étaient pas désirés).

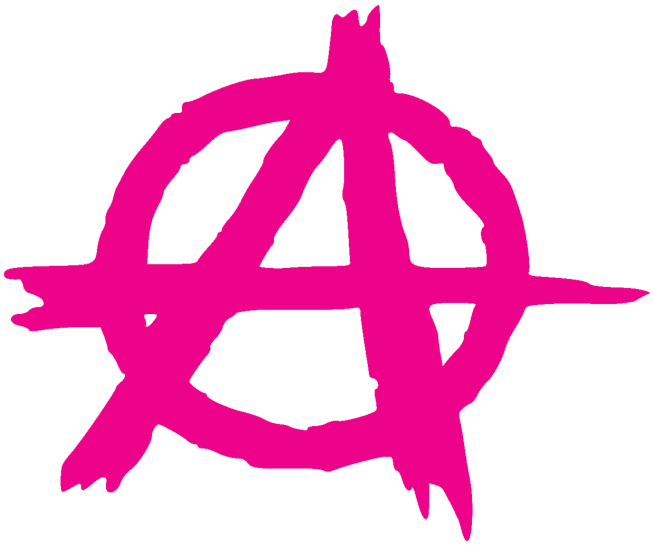
Les graves incohérences des perspectives réformistes et de la sociale-démocratie devraient suffire pour nous indiquer de les rejeter et de les dénoncer pour ce qu'elles sont : des conceptions idéologiques bourgeoises et des pansements sur un système dégueulasse qui ne servent qu'à détourner notre attention et notre lutte de la réelle source de plusieurs de nos malheurs, le système capitaliste, et sa classe dirigeante qui seule en bénéficie.

Mais, comme si cela n'était pas une raison suffisante pour se détourner de la sociale-démocratie, ajoutons à cela le fait que la promotion d'un « État fort » au soi-disant « Québec » tel que celui de la social-démocratie est la promotion d'un État qui organise et protège le colonialisme ainsi que le génocide des peuples autochtones. Depuis leur début et jusqu'à aujourd'hui, l'État canadien et québécois, main dans la main avec la bourgeoisie locale, oppriment violemment les peuples autochtones et détruisent leur culture, organisent et protègent le vol de leurs territoires en niant complètement leur souveraineté et leur droits à l'autodétermination. Nous ne pouvons pas être silencieux/ses face à ces crimes, nous ne pouvons pas collaborer avec l'État colonial et capitaliste du soi-disant Québec et du Canada.

4. Conclusion: révolution, la seule solution!

Bref, il n'y aura pas de solution définitive aux maux engendrés par le capitalisme sans la destruction du système capitaliste. Les réformes et la social-démocratie ne peuvent pas nous sauver. Cessons de nous illusionner avec les mauvaises idées propagées par la bourgeoisie et les fausses solutions qu'elle met de l'avant pour nous détourner et nous distraire de la tâche révolutionnaire devant nous. C'est une tâche immense et complexe, mais il n'y a pas d'autres solutions pour en finir avec l'exploitation, l'oppression ainsi que la violence systémique de notre société et de notre monde. Affirmons haut et fort la nécessité d'une authentique révolution ! Organisons-nous et agissons pour la réaliser ! Faisons trembler encore une fois la bourgeoisie face à un mouvement de masse révolutionnaire, décidé à renverser son pouvoir puis à prendre le plein contrôle sur notre histoire!

Perspectives anarcho-communistes



Avec la hausse vertigineuse du coût de la vie, les conditions de travail lamentables, la pitoyable gestion de la réconciliation avec les communautés autochtones que l'État canadien se réserve et le désastre écologique causé par la monopolisation de la gestion de la production par les capitalistes en perpétuelle quête de profits, il semble de plus en plus commun de s'identifier à une certaine forme d'anti-capitalisme ou de se déclarer révolutionnaire sans vraiment réfléchir à la révolution. Si nous sommes évidemment aussi opposé-es à l'exploitation capitaliste et à tous les maux qui en découlent, nous croyons fermement qu'il n'est pas suffisant pour les mouvements révolutionnaires de se limiter à un rejet du mode de production actuel. Nous croyons qu'il nous est impossible de bâtir des mouvements révolutionnaires qui rassemblent de larges franges de la population strictement autour de la critique, plutôt que de propositions.

Une proposition intéressante pour dépasser le capitalisme est l'anarcho-communisme. L'anarcho-communisme est souvent caractérisé par ce à quoi il s'oppose, notamment l'État, le capitalisme, les rapports de domination ou encore la gestion de la politique par l'Église. Toutefois l'anarcho-communisme nous donne des pistes pour réfléchir à ce qu'on veut, en plus de ce que nous ne voulons pas. Prenons comme premier exemple l'organisation. L'histoire de l'anarcho-communisme est bondée de modèles d'organisation qui n'ont rien perdu de leur pertinence, allant des grandes fédérations de syndicats révolutionnaires qui se coordonnent pour mener des grèves, aux petits groupes d'individus partageant des affinités politiques profitant de l'ombre pour passer à l'action. Les organisations anarcho-communistes limitent au maximum les rapports de pouvoir officiels, c'est-à-dire qu'elles n'ont pas de chefs, ni de cellule exécutive centralisée qui prend les décisions pour les membres de l'organisation sans leur être redevable. Les organisations anarcho-communistes se gardent de vouloir contrôler les mouvements révolutionnaires ou organiser le travail à la place des travailleu·eur·ses, et misent davantage à faire valoir leurs idées au sein des masses et luttent à leur côté lorsque leur besoins rejoignent leurs capacités. Évidemment, comme la vie et le travail sont en perpétuel mouvement et transformation, il impose de réfléchir aux différentes stratégies révolutionnaires s'adaptent mieux au contexte pour renverser les différents systèmes d'oppression et l'exploitation. Pour ce faire nous devons apprendre à travailler collectivement et développer nos stratégies d'entraide et nos réseaux.

À l'inverse de celleux qui attendent que d'autres mènent la révolution à leur place, l'anarcho-communisme cultive et encourage l'action politique directe, l'initiative et respecte la diversité des tactiques. Toujours sur la brèche, les anarcho-communistes enterrent le vieux monde au quotidien en mettant en pratique les formes d'organisation dans lesquelles iels souhaitent vivre dans un horizon post-capitaliste et post-étatique. Iels ne remettent jamais leur désir de vivre librement dans les mains d'individus qui, par leur lecture du monde actuel, défendent la nécessité de régimes autoritaires dits temporaires pour instaurer un monde libertaire. Il nous faut mettre en place dès maintenant dans nos groupes et nos communautés les pratiques, les fonctionnements et les attitudes que nous voulons voir à grande échelle dans une société post-révolutionnaire. La façon de s'y rendre est aussi importante que la destination.

L'anarcho-communisme ne se limite pas à une lecture critique des rapports de production capitalistes. Plutôt que l'anticapitalisme, l'anarcho-communisme réfléchie aussi activement les rapports de pouvoir interindividuels et structurels, relevant notamment de l'hétéro-cis-patriarcat, de la suprématie blanche et du capacitisme. Cependant, il est clair pour les anarcho-communistes que ces systèmes de domination ne pourront être résolus sans un renversement de l'État et du capitalisme, nous permettant de se doter des outils nécessaires pour adresser le tort par nous mêmes plutôt que par des voies étatiques. Il ne s'agit donc pas d'occulter les dynamiques de pouvoir se reproduisant dans nos communautés, mais de défendre que le capitalisme et l'État nous permettent d'adresser et régler ces dynamiques uniquement de manière partielle et souvent au risque de notre santé mentale et de notre portefeuille. Nous devons donc activement défricher le terrain pour une justice transformatrice afin de se doter de moyens pour régler nos conflits avant la révolution, qui inspireront certainement ceux après un changement social radical, tout en reconnaissant qu'adresser le tort sous le capitalisme et l'État est difficile et mène souvent à des règlements imparfaits.

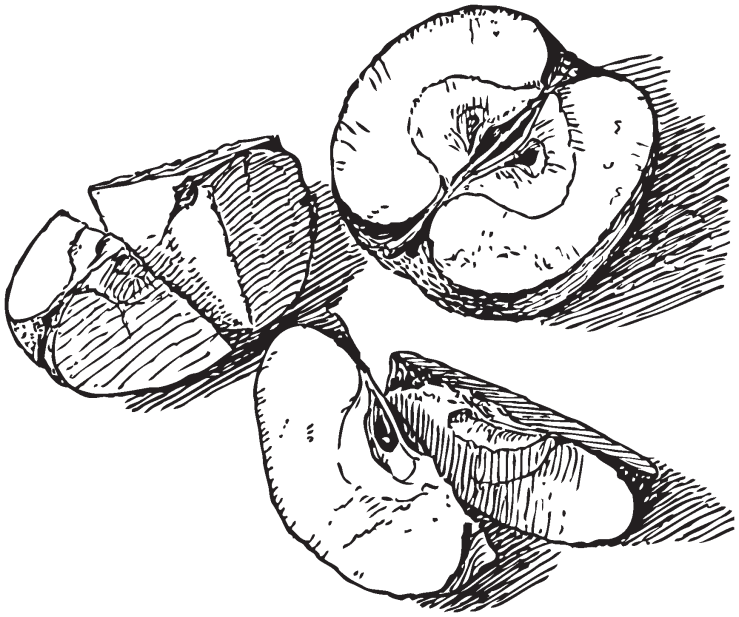
Bref, il serait complètement farfelu de se limiter au rejet du capitalisme, puisque nous refusons aussi la majorité des alternatives au capitalisme—esclavage, fascisme, communisme autoritaire, etc. Défendons plutôt le monde dans lequel nous aspirons à vivre en le réfléchissant activement et en le mettant en pratique jour après jour. S'organiser sous le capitalisme et l'État est exigeant, parsemé d'embûches et souvent ravageur pour notre santé mentale, mais ne rien faire nous est mille fois plus insupportable. Refusons la capitulation, ouvrons les possibles par les voies de l'organisation, tissons des liens de solidarité avec les luttes existantes, mordons la main qui nous nourrie, serrons-nous les coudes et battons-nous pour contre l'exploitation et l'oppression.

Tout ce qu'ils ont, ils l'ont volé ! Vive la résistance !

Sur le travail salarié capitaliste

I - Le capitalisme vu par les capitalistes

Les capitalistes se pensent comme des producteurs de valeur. « Si je m'enrichis en investissant, c'est que cet investissement a produit quelque chose qui vaille : j'en récolte donc les fruits de bon droit en l'espèce du profit », se disent-ils. Contrairement à un marchand, qui trouve toute faite la marchandise et œuvre à la revendre plus cher qu'il ne l'a achetée, le capitaliste ne profite pas simplement parce qu'il achète des pommes en Montérégie et les revend dans les Laurentides pour plus cher qu'on ne les lui a vendues et que ne lui a coûté le transport et la logistique ; le capitaliste achète plutôt une matière (disons des pommes) et profite de leur transformation en quelque chose d'autre (disons du jus de pomme). La différence de prix repose naturellement sur le fait qu'il a fallu au capitaliste acheter plus que la matière première : il lui faut aussi acheter la transformation de cette matière en marchandise nouvelle. La valeur du jus de pomme est donc aisée à fixer : c'est le prix des pommes, celui du travail mis dans leur transformation, et celui des moyens de les transformer (achat, entretien, remplacement). Le prix des pommes est lui-même fixé ainsi : c'est le coût matériel du verger et de son entretien (prix de la terre ou du loyer, de la machinerie, des plants), et du travail d'entretien et de cueillette. La différence entre le capital investi avant la transformation et celui qui sera à nouveau disponible après, c'est le profit. La marchandise, ou le produit de la transformation, c'est l'objet qui profite : ce litre de jus m'a coûté environ 2,75$ à produire, et je le vends 3,25$ au supermarché. Or, ce 2,75$ se divise lui-même (amortissement du coût des machines, des locaux et coût des matières premières ; salaires). Le 50¢ de profit sur chaque litre, c'est ce que le capitaliste ne paie pas en salaire, en entretien, et qui peut servir à croître - acheter plus de pommes, pour faire travailler plus de salarié·e·s ; investir dans de meilleures machines ou dans de la recherche - ou encore développer de nouvelles sphères d'activités ; pourquoi ne pas se lancer dans les chaussons aux pommes si on ne voit pas comment vendre plus de jus de pomme. Le capitaliste regarde donc son profit comme une différence du prix de la matière première et de la marchandise transformée qui se justifie par son choix judicieux qui a créé une marchandise qui ne coûte que 2,75$ à produire et pour laquelle on peut trouver acheteur à 3,25$. C'est le revenu particulier du capitaliste, alors que celui des travailleur·se·s est le salaire. Mais nous avons vu ce que représentaient les coûts de la production.

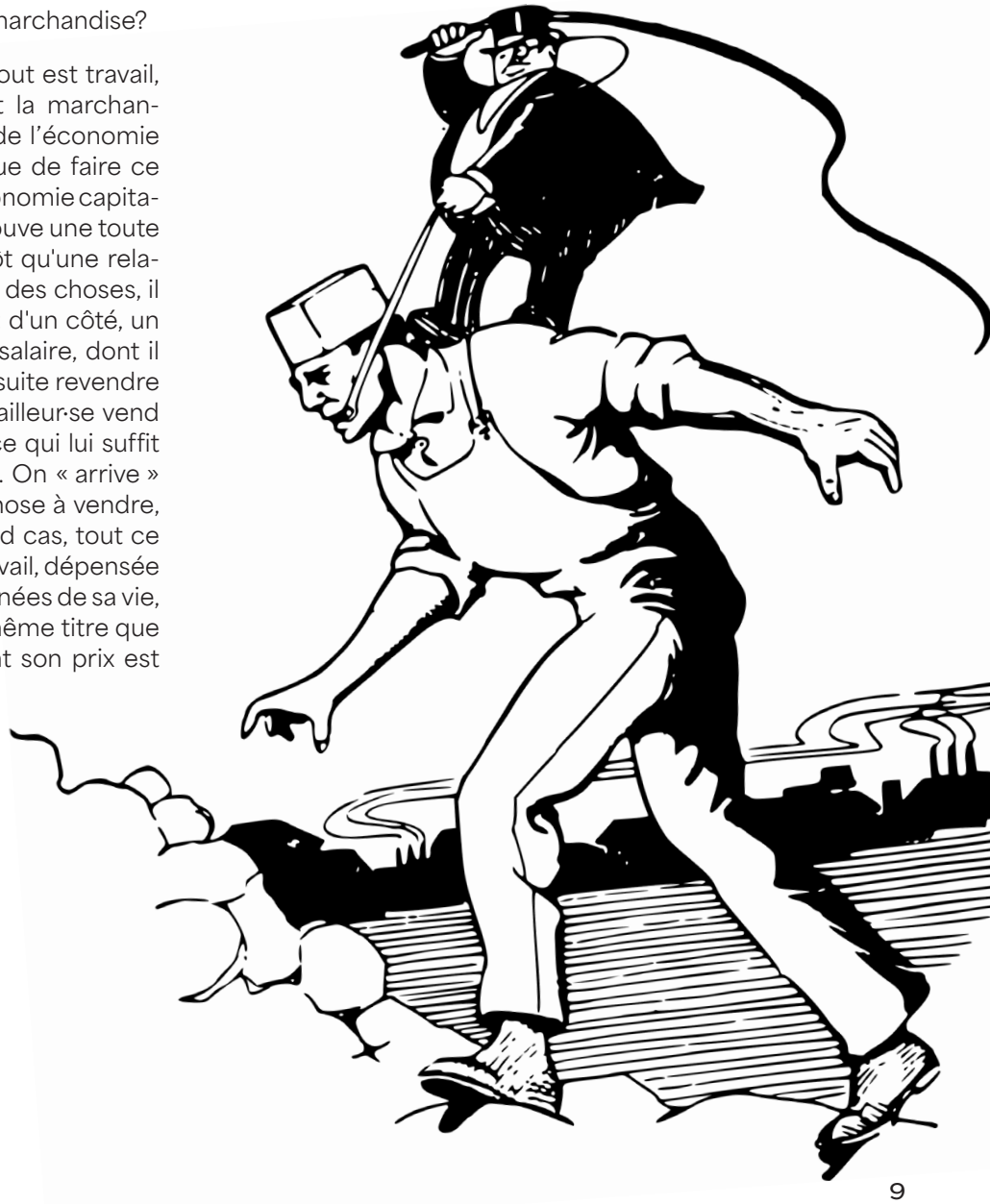


II - Du point de vue des travailleur·se·s

On est en droit de se demander : est-ce que tous ces coûts ne se résumeraient pas en des salaires? De cette perspective, tout serait du travail. Tout autour de nous est en fait construit: les madriers qui forment l'ossature de nos appartements n'ont pas de valeur tant qu'ils sont des arbres. C'est parce qu'ils sont coupés, emballés, distribués qu'ils nous sont utiles et donc qu'on peut les acheter. Or, il est une part de la valeur qui n'est pas du travail dans la mesure où il y a profit - mais tous les autres déterminants sur les prix

dépendent à un point où à un autre de travail salarié : les machines ne sont pas produites par les capitalistes, mais par les employé·e·s de certains d'entre eux, et sont entretenues par des employé·e·s ; la matière première nécessite aussi un travail pour être extraite et/ou préalablement transformée, et ce ne sont pas les capitalistes qui font le travail dans les mines et les champs. En dehors de la rente au propriétaire du sol dont la matière est issue et du profit fait sur la vente (des matières, des machines, etc.), les coûts représentent du travail. Si l'on prend le profit comme le « salaire » du travail créatif de direction du travail, il faut bien remarquer l'arbitraire de la différence : pourquoi la coordination et l'initiative de la production recevraient-elles un « salaire » sur des bases différentes du travail productif ? Le salaire versé compense un travail, alors qu'au contraire, le capitaliste, en tant que propriétaire de l'usine de jus de pomme, ne participe pas à la production du jus et ne produit donc pas de valeur. Mais d'où vient donc cette étrange part de la valeur d'une marchandise?

Si l'on poursuit de la perspective où tout est travail, il faut en fait repenser le marché et la marchandise. L'économie capitaliste découle de l'économie marchande et du droit qu'elle implique de faire ce que l'on veut de ses avoirs ; or dans l'économie capitaliste, parmi les marchandises, on en trouve une toute particulière : le travail lui-même. Plutôt qu'une relation égalitaire où des gens échangent des choses, il y a en fait deux relations à ce marché: d'un côté, un capitaliste arrive avec de l'argent, un salaire, dont il se sert pour acheter le travail, pour ensuite revendre le jus de pomme ; de l'autre, un·e travailleur·se vend son temps de travail en échange de ce qui lui suffit à payer pour ce qui lui faut à survivre. On « arrive » dans l'économie, soit avec quelque chose à vendre, soit sans rien à vendre. Dans le second cas, tout ce qu'on peut vendre, c'est sa force de travail, dépensée durant des journées de travail, des journées de sa vie, qui deviennent une marchandise au même titre que les autres, sinon dans la manière dont son prix est fixé. On ne peut concevoir qu'un·e travailleur·se se rende jour après jour au travail s'ielle n'a pas de quoi se nourir et se loger. Le prix d'une journée de travail est donc d'environ la quantité d'argent qu'il faut pour survivre, et vivre, avec les fluctuations lentes qu'impliquent les hausses du coût de la vie, la lutte pour les salaires, etc. Or, cette quantité d'argent est moindre que ce que produit une journée de travail. En effet, si ce n'était pas le cas, le capitaliste n'embaucherait pas la personne puisqu'il perdrait au change. Donc le profit du capitaliste vient du travail de la personne, puisque, encore une fois, seul le travail crée de la valeur. Les salaires représentent donc le prix auquel une classe peut se reproduire en achetant à la classe qui l'emploie les denrées et services qu'elle produit elle-même. Une fois qu'un·e travailleur·se se retrouve

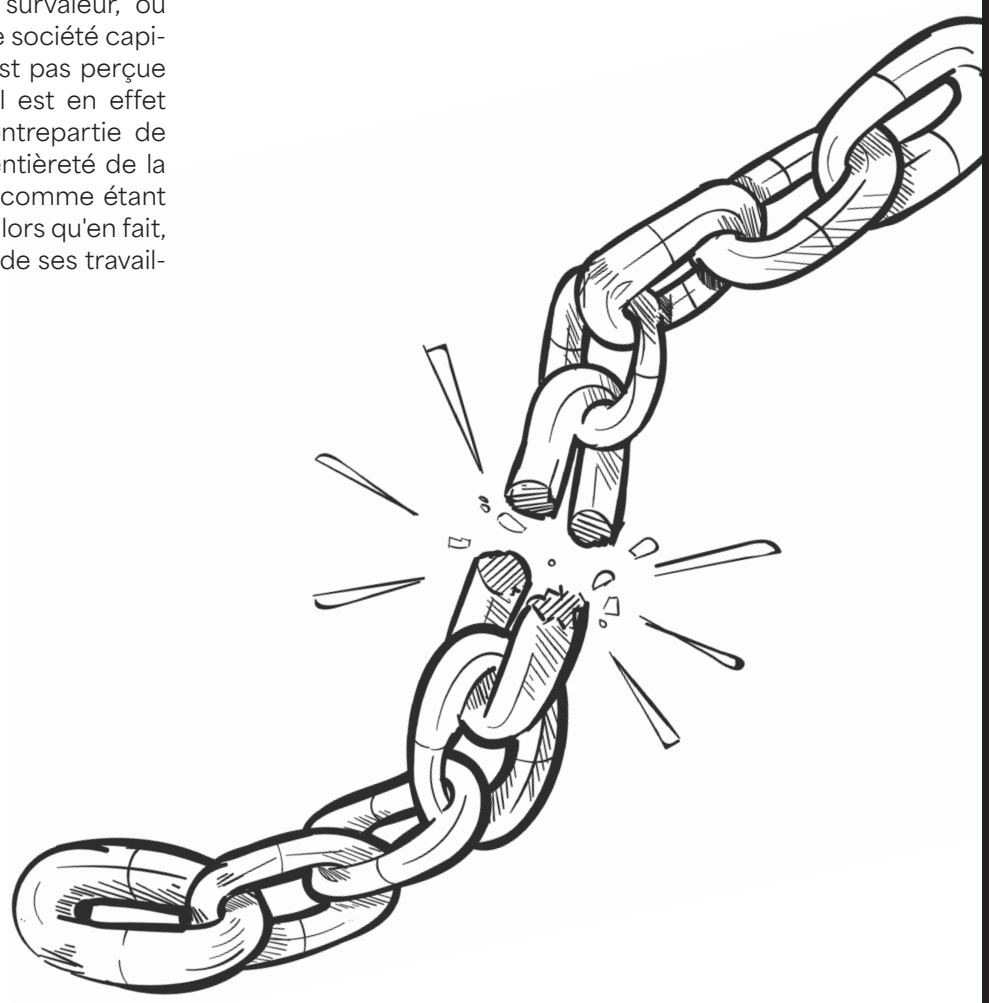


à vendre son temps de travail, iel se retrouve dans le chemin de la dépendance, enrichissant les capitalistes et s'appauvrissant davantage. C'est justement pourquoi elle se retrouve dans sa position dans la relation d'échange: au départ elle n'avait pas d'usine ni d'argent pour engager des gens pour produire de la richesse à sa place.

Ici, il est bénéfique de décentrer la question du coût de la force de travail pour s'intéresser au temps de travail. On comprend ainsi mieux l'illégitimité du profit. Le temps qu'il faut pour produire un litre de jus de pomme à partir de pommes et en recourant à des machines déterminées est la raison de l'ajout de valeur aux matières données. C'est parce qu'il faut acter la transformation, activer les machines - qui sont elles-mêmes exactement une quantité de travail dépensé pour les produire - que les pommes prennent de la valeur en passant par le processus de la production de jus. Or, on a vu que le prix du litre de jus n'est pas l'exact résultat de l'ajout de ce que paie le capitaliste à ses employé·e·s à l'amortissement du coût des machines et du coût des matières premières. Si l'on enlève du 3.25$ vendu le 2.75$ du prix des pommes, de l'amortissement des machines et du salaire, le 0.50$ de C'est-à-dire que le temps passé à valoriser la marchandise (i.e. à presser des pommes), le capitaliste ne le paie pas en entier. différence vient tout autant du travail de la personne qui a pressées les pommes que son salaire. Il se réserve une part, que le marxisme appelle survaleur, ou plus-value. Parce que l'on est dans une société capitaliste, l'extraction de cette valeur n'est pas perçue comme du vol : le contrat de travail est en effet établi d'une telle manière que la contrepartie de la force de travail n'équivaut pas à l'entièreté de la valeur produite. Le profit est célébré comme étant le fruit de l'intelligence du capitaliste, alors qu'en fait, il n'exprime que l'exploitation qu'il fait de ses travailleur·se·s.

III - Conclusion

Il est des moments où la maxime « pas de valeur sans travail » devient absolument transparente : ce sont les moments de grève. Quand la machine s'arrête, le capitaliste panique : on le prend en otage, on veut le saigner à blanc, ne considère-t-on pas ses frais? En fait, cette « prise en otage » de la production par celleux qui l'assurent n'est que le renversement d'une autre prise en otage. Le travail salarié n'est en effet pas autre chose : fais ce que je te dis ou meurs de faim et de froid. Il n'est pas impossible de penser d'autres moyens de se mettre collectivement à l'œuvre pour assumer les tâches qui nous semblent nécessaires. Quand même on ne serait pas moralement choqué·e par l'extorsion de la survaleur par des oisifs aux travailleur·se·s, il n'est pas dit que ce soit là la meilleure manière de diriger la production, de bâtir des projets pour mobiliser l'énergie des travailleur·se·s. N'est-il pas plus sûr de prendre collectivement la responsabilité de la production? Le capitalisme nous a amené en moins de 200 ans à une crise sociale majeure: l'inflation mènent des milliers d'entre nous à la faillite. La situation écologique n'est pas mieux: le besoin de croissance continuel amènent les scientifiques à questionner la survie de l'espèce humaine.



Le Fonds d'autodéfense juridique de la CLAC est de retour!

Le Comité d'autodéfense juridique de la Convergence des luttes anticapitalistes relance son Fonds d'autodéfense juridique, qui vise à supporter les personnes qui sont victimes de la répression policière ou juridique pour des gestes présumés commis dans le cadre d'actions individuelles ou collectives ayant une portée anticapitaliste, féministe, anticoloniale ou antiraciste.

Nous avons besoin de vos contributions pour remplir le Fonds! Suite aux larges mobilisations de 2012, plusieurs fonds légaux ont été créés pour supporter les personnes arrêtées, mais depuis quelques années, ceux-ci ne sont plus disponibles, incluant celui de la CLAC jusqu'à maintenant. Nous repartons donc un fonds légal pour soutenir les personnes arrêtées pour des activités militantes, parce qu'il est important de supporter financièrement les arrêté.es pour qu'iels puissent faire face aux systèmes policier et judiciaire biaisés et injustes du gouvernement.

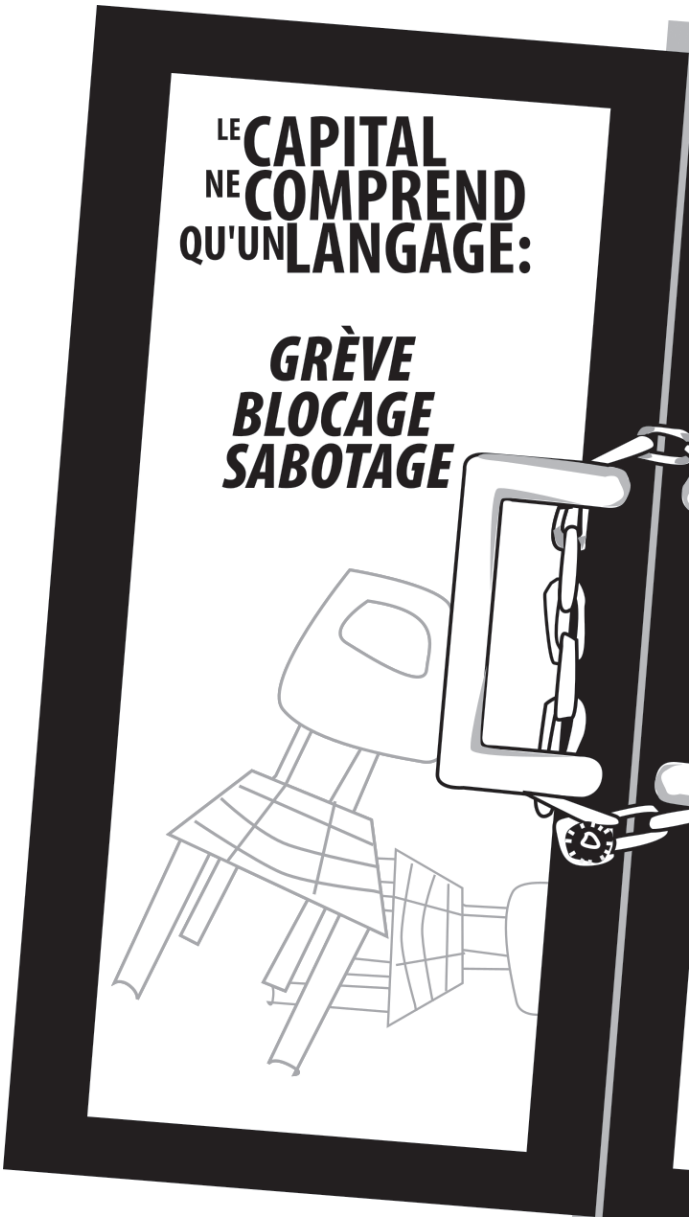
Pour faire un don au Fonds, rendez vous sur le site de la CLAC : clac-montreal.net/dons

Si vous avez besoin de la contribution financière du Fonds, consultez cette page : clac-montreal.net/fonds

Si vous avez besoin de soutien juridique suite à une arrestation, contactez le Comité d'autodéfense juridique de la CLAC à info @ clac-montreal.net

Fédéral ou provincial, tout les gouvernements abusent des migrant·e·s

Qu’est-ce que l’action directe?



Depuis la fin des années 1990, avec la prolifération de la tactique du black bloc en manifestation et le recours à la destruction de propriété (banques, voitures de police, etc) comme forme d’action politique, on associe généralement dans les milieux militants l'action directe à la destruction. Sans doute, ces actes sont des actions directes. Cependant restreindre notre définition de ce qu’est l’action directe à de telles formes d’engagement politique limite sa portée émancipatrice et contribue à glorifier une vision un peu macho de l’engagement révolutionnaire selon laquelle faire de l'action directe, c'est essentiellement se masquer pour faire de la casse. Je propose ici un bref retour historique sur le concept d’action directe et sa place au sein du mouvement anarchiste.

Tout d’abord, pour comprendre l’action directe de revenir sur l’histoire de sa grande sœur : la propagande par le fait. Au début des années 1880, le mouvement anarchiste occidental se trouve dans une position affaiblie par l’effritement du mouvement ouvrier révolutionnaire et la répression meutrière de l'État. Les anarchistes sont souvent isolé·e·s ou concentré·e·s dans des cercles peu populeux. Or, malgré le contexte difficile, la combinaison de leur détermination à continuer la lutte et de leur insatisfaction face à la propagande strictement discursive et idéologique propulse la stratégie de la propagande par le fait. L’objectif n’est plus de développer les théories socialistes libertaires, mais de passer à l’acte, de manifester avec des gestes concrets la rage révolutionnaire ici et maintenant. Cet extrait issu de la revue L’idée ouvrière publié en février 1888 en témoigne de la ferveur :

Vous qu’on exploite et qu’on vole journellement ; vous qui produisez toutes les richesses sociales ; vous qui êtes las de cette vie de misère et d’abrutissement, RÉVOLTEZ-VOUS ! Forçat du travail, flambe le bagne industriel ! Étrangle le garde-chiourme ! Assomme le sergent qui t’arrête ! Crache à la gueule du magistrat qui te condamne ! Pends le propriétaire qui te jette à la rue aux heures de purée ! Forçat de la caserne, passe ta baïonnette à travers le corps de ton supérieur ! Boucher du peuple ! Futur maître assassin !

Forçat de tous ordres, égorgez vos patrons ! Sortez de vos poches le couteau libérateur ! Pillez ! Incendiez ! Détruisez ! Anéantissez !

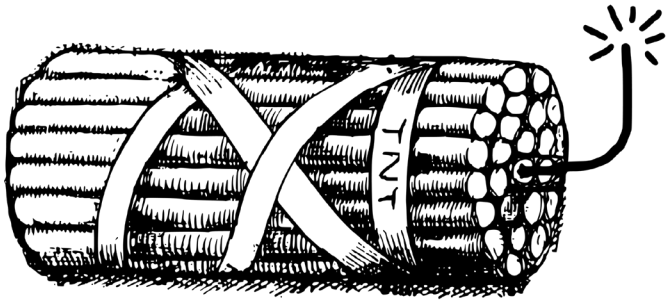
VIVE LA RÉVOLTE !

Vive l’incendie, mort aux exploiteurs !

Bon nombre d'anarchistes répondront à l'appel et feront leur la propagande par le fait. Ainsi s'ensuit une vague d'assassinats de ministres, rois et bourgeois ; plusieurs guides de chimie anarchiste où on enseigne comment confectionner de la dynamite soi-même sont publiés ; on venge les grévistes tués lors des grèves ou les soldats envoyés mourir à l'étranger. La dynamite est balancée pour ouvrir un nouveau monde, pour faire germer de la mauvaise herbe entre les craques du béton gris et fade que l'État et le Capital ont coulé entre nos deux oreilles. Si les conséquences des assassinats sur l'anarchisme sont discutables, notamment en raison de la mort d'innocent-es que ceux-ci ont parfois impliquée, l'impact de la propagande par le fait sur l'action directe est sans équivoque.

Au crépuscule du XIXe siècle, le vent reprend les voiles du mouvement anarchiste. Étant plus nombreu·x·ses, bon nombre d'anarchistes appellent à former des syndicats révolutionnaires et antiautoritaires, à s'organiser en vue de substituer à la bombe anarchiste un nouvel explosif, aux conséquences non plus individuelles, mais collectives : la grève générale. Kropotkine abonde en ce sens, soutenant « qu'il faut être avec le peuple, qui ne demande plus l'acte isolé, mais des [personnes] d'action dans ses rangs. Un édifice basé sur des siècles d'histoire ne se détruit pas avec quelques kilos d'explosifs ». Il faut paralyser l'ensemble de l'économie en bloquant la production et profiter de l'occasion pour saisir le contrôle de la production en expulsant les patrons. Pour ce faire, les anarchistes sont catégoriques : les grèves doivent être menées horizontalement, nulle cellule centrale ne pourra les coordonner au nom des travailleuses et travailleurs. Pour les anarchistes, la grève générale vient de partout, d'une multitude de lieux étroits et singuliers ; elle est insurrectionnelle et révolutionnaire, plutôt que le résultat d'une décision centralisée sur le modèle des appareils dirigeants qui la redoutent.

Ainsi s'articule chez les anarchistes l'action directe, l'action qui refuse toute médiation. L'action des exploité·e·s qui n'attendent pas d'être pris·e·s en charge par quelconque représentant, mais qui luttent, qui agissent, qui renversent, qui dérangent, qui s'organisent, qui aiment, qui détestent et qui jouissent sans n'attendre ni consigne, ni ordre, ni Dieu, ni Maître. À l'inverse de l'action directe nous dit Voltairine de Cleyre, l'action indirecte, c'est-à-dire l'action politique passant par les organes de l'État ou d'un parti politique « détruit tout sens de l'initiative, étouffe l'esprit de révolte individuelle, apprend aux gens à se reposer sur quelqu'un d'autre afin qu'il fasse pour eux ce qu'ils devraient faire eux-mêmes ; et enfin elle fait passer pour naturelle une idée absurde : il faudrait encourager la passivité des masses jusqu'au jour où le parti ouvrier gagnera les élections ; alors, par la seule magie d'un vote majoritaire, cette passivité se transformera tout à coup en énergie ». Il faut donc, comme l'a dit Émile Pouget, « vivre l'heure qui passe avec toute la combativité possible, ne sacrifiant ni le présent à l'avenir, ni l'avenir au présent ».



Qu’est-ce donc que l’action directe? L’action directe n’a pas de forme précise, elle se manifeste plutôt chaque jour, dans chacune de nos initiatives révolutionnaires n’étant pas le fruit des souhaits de dirigeants, bourgeois ou ouvriers. Comme la propagande par le fait, l'action directe témoigne d'une profonde opposition avec l'état actuel des choses, d'une soif d'agir qui ne peut attendre un "grand soir" pour se manifester, d'une rage au ventre qui se nourrit de théorie tout en étant incapable de s'y limiter. Opposons-nous à la croyance découlant de l'État selon laquelle les initiatives individuelles et collectives devraient être balisées, régulées, approuvées, légiférées, ordonnées. Nous savons ce qui est le mieux pour nous. Nous connaissons nos milieux de vie, nos ruelles, nos lieux de travail, nos rivières et nos montagnes bien mieux que la bureaucratie étatique ne parlant que le langage de la production.

L'action directe, c'est organiser une rencontre pour discuter des attaques patronales et comment y répliquer. C'est rassembler les locataires du bloc pour bloquer la hausse des loyers. C'est faire le ménage dans des locaux communautaires après y être passé-e sans que cette tâche ne nous soit assignée. C'est former un groupe d’auto-défense en mixité choisie. C'est fracasser les vitrines de commerces gentrificateurs. C'est bloquer les rails. C'est faire la grève. C'est manifester sans se limiter à implorer des réformes, mais en prenant ce qui nous revient.

À nous d’agir.

Réponse populaire à la vie chère!

Au cours des derniers mois le coût de la vie a explosé : que ce soit à l'épicerie, pour se trouver un logement ou pour payer son gaz. Pour les classes populaires l'inflation est plus qu'un phénomène économique abstrait, elle est une expérience concrète du capitalisme en crise. Les économistes larbins du pouvoir tentent de nous présenter ces hausses des prix des produits et des services de base comme un phénomène naturel qui touche l'ensemble de la population de manière égale. La réalité est pourtant bien différente! Alors que nos salaires ne suivent pas l'inflation, voir stagnent, et que les prix augmentent dans tous les secteurs, les profits des entreprises, eux, explosent.

Les exemples à ce propos ne manquent pas! La chaîne d'épicerie Loblaw annonçait en janvier une augmentation de 10% de ses profits. La pétrolière Suncor annonçait, elle, avoir doublé ses profits au cours de l'année 2022, ses bénéfices nets passant de 4,08 milliards à 9,08 milliards. Rappelons que cette augmentation des bénéfices de la pétrolière canadienne se fait dans un contexte de crise climatique. Les États capitalistes bâtissent le mirage d'une « transition écologique » tout en laissant les pétrolières continuer à multiplier leurs profits et en engageant de nouveaux projets extractivistes des énergies fossiles. Même la société d'État Hydro-Québec, annonçait récemment des profits records de 4,55 milliards en 2022 : une hausse d'environ 1 milliard en un an! La hausse des prix des denrées et services de base semble être une mine d'or pour les multinationales et leurs patrons qui sont à la manœuvre de l'économie capitaliste. Pour ajouter à l'odieux de la situation, les hauts dirigeants de ces entreprises ont tous profité de la situation pour augmenter leur propre salaire avec des bonus de performance liés aux marges de profits faites sur notre dos. À ce propos, le PDG de Loblaw Gallen J. Weston a démontré l'arrogance des classes dominantes et leur déconnexion du quotidien des classes populaires en augmentant son salaire de 3,4M$ à 5,4M$ en 2022, alors que les prix dans ses épiceries connaissaient eux aussi une hausse historique.

Isolé·e·s devant la flambée des prix, les petits actes illégaux (vol à l'étalage ou sauter le métro) constituent la première forme de résistance à notre portée contre la vie chère. Le vol à l'étalage dans les épiceries est la plus emblématique de ces résistances individuelles. Les accusations à cet égard ont augmenté de 15% en 2022, chiffre ne prenant en compte que les personnes s'étant fait attraper par la sécurité. Face à ce phénomène, la demande d'agents porcins pour réprimer ces actes d'auto-réduction a augmenté de 50% durant la même année. Si les capitalistes sont « pris à la gorge » lorsqu'il s'agit de faire exploser les prix de la bouffe, il n'y a jamais de limite quand il s'agit d'engager des agents de répression! Les boss des entreprises de distribution alimentaire font maintenant des sorties dans les médias pour dénoncer le fléau du vol à l'étalage qui explose et met en danger les profits de leurs entreprises. Ils semblent pourtant oublier que le hold-up qui a cours en ce moment est celui de la bourgeoisie, qui, comme à son habitude, profite des crises pour spolier les travailleurs et travailleuses. Même si ces actes individuels permettent de répondre dans l'immédiat à l'explosion des prix, la lutte contre la vie chère, pour être victorieuse, se doit de donner une réponse collective à l'avarice des classes dominantes. Les stratégies collectives de lutte à la vie chère ont pris plusieurs formes au cours des dernières années. Certaines actions d'éclat ont repris la notion de « vol à l'étalage » en lui donnant un caractère collectif, des dizaines de personnes entrant dans un commerce pour prendre les marchandises et les redistribuer gratuitement.

Le commando-bouffe organisé par le comité des sans emploi en 1995 à Montréal est emblématique de cette stratégie d'auto-réduction. Des dizaines de personnes avaient alors fait irruption au chic restaurant de l'Hôtel Queen Elizabeth et étaient ressorties avec la nourriture pour la redistribuer dans la rue. Au-delà de ces actions d'éclat, la lutte contre la vie chère a aussi pris la forme d'insurrections de masse qui ont ébranlé le pouvoir des États dans plusieurs pays : Équateur, Sri-Lanka, Chili, etc. Nos conditions de vie ne sont pas celles des pays du Sud, toutefois des révoltes comme celles qui a touché le Chili en 2019-2020 peuvent nous inspirer. Une hausse du coût du ticket de métro a été l'étincelle d'un mouvement d'opposition qui s'est rapidement enflamé en mouvement insurrectionnel remettant radicalement en question l'État colonial et capitaliste chilien. Le défi qui auquel nous faisons face est celui de donner un caractère collectif à l'expérience de l'inflation en dévoilant le rôle central du capitalisme dans notre appauvrissement et la nécessité d'une lutte déterminée et radicale contre le capitalisme pour réellement mettre fin à la vie chère.

- Le collectif Ben trop cher!

L'HOROSCOUP ♥

Pour toust.es :

Amour : 3 ptits coeurs

Amitié : 3 ptits coeurs

Chance : 1 ptit coeur qui bat trop fort ACAB

$: sans coeur FUCK CAPITALISM

Bélier (20 mars - 19 avril)

Suffit de te dire «t'es pas game» pour que tu te mettes directe dans l'action ;). Ton absence de filtre te rend indispensable pour scander les slogans les plus straight to the point, tsé ceux qui restent dans tête. Petite attention à ton arrogance sur les lignes de côté.

Taureau (20 avril - 20mai)

Hermite de forêt d'habitude, on apprécie ta présence en ville pendant les manifs, notamment pour scouter subtilement dans les parcs et terrains vagues alentours et pour connaître les sorties de chemin de fer. Avec toi : c'est tout ou rien, alors, conseil : inspire toi des taureaux comme Malcom X et Karl Marx pour militer.

Gémeau (21 mai - 20 juin)

Thanks de ne pas avoir rejoint Québec solidaire, quoique tu aurais été un «likable politician»... On te préfère à motiver les troupes avec des speechs teintés d'humour et de combaitivité qui soulève les masses. Même les journalistes se laissent séduire par ton charisme. Fuck you bitches, tu as choisi de tenir le mégaphone de notre côté.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

On les connaît les stéréotypes par rapport aux personnes cancer toujours trop sensibles et qui peuvent passer des heures à se regarder dans les yeux. On les connaît aussi les antécédents d'oppressions, de mansplanning et discrimination dans nos milieux militants. Une chance qu'on t'a comme gardien.ne du senti par excellence.

Lion (22 juillet - 22 août)

Quand tu décides de t'y mettre, tu la prends ta place : pour co-diriger l'équipe de tête, pour motiver les troupes avec ton enthousiasme, pour crier fort et encourager tout le monde à crier encore plus fort. Ta confiance contagieuse nous permettra de dépasser des lignes d'anti-émeutes! Rappel que la diversité des tactiques est valable :p.

Vierge (23 août - 22 septembre)

Ça te prendrait plus de trous dans ta cagoule tellement tu as des yeux tout le tour de tête. Avec toi comme runner, il n'y a pas d'arrestation. Tu vois qui a été «spoté» et tu sais te faufiler à travers les militant.e.s, les cônes et les poubelles pour te transformer en designer de mode et rendre la personne méconnaissable. On apprécie aussi ta débrouillardise lorsque les bombes lacrymogènes explosent... Garde espoir, un jour, on arrivera à rester groupé.e.s.

Balance (23 septembre - 22 octobre)

Tu es la personne qu'on veut dans les plénières et lors des votes indicatifs (read between the lines). Blague à part, ta capacité à voir les 2 côtés des situations est bien utile pour prévoir des plans A,B,C,Z pour gérer la répression policière. Ta créativité nous épate et surprend les anti-émeutes #pendaison de peluches poétique.

Scorpion (23 octobre - 21 novembre)

Même en black bloc, tu as plus de style que tout le monde. Néanmoins, tu sais te faire subtile après avoir lancé des feux d'artifices. Tu fais de l'effet! Ce n'est certes pas les miroirs que tu brises... plutôt les vitres de la RBC. Tu as des goûts dispendieux, mais l'anar en toi a développé des skills avec les caisses automatiques.

Sagittaire (22 novembre - 20 décembre)

Ta volonté de créer des liens entre les militant.e.s de gauche et de créer de la convergence entre les luttes pour nous rendre plus fort.e.s est tout à ton honneur. Tu es PARTOUT, dans toutes les manifs, dans tous les comités citoyens, dans toutes les occupations et plus. D'ailleurs, 1re question : comment est-ce que tu payes ton loyer? 2e question : quand est-ce que tu rejoins la Convergence des Luttes Anticapitalistes (CLAC)?

Capricorne (21 décembre - 19 janvier)

Tous les comités «suivi» ou «coordination» devraient avoir un.e capricorne. TU sais chez qui sont les bannières et lesquelles sont au poste. D'ailleurs, on cherche toujours celle avec plein de petits ratons... Merci de prendre les tâches que personnes ne veut prendre. SVP ne t'épuise pas, on a besoin de toi.

Verseau (20 janvier - 17 février)

Selon co-star, tu es «rioter and rooter»... On te laisse donc repartir la manif après la 1re dispersion. On s'attend aussi à ce que tu fermes le bar, inspiré.e par des discussions méta sur le système, la politique et la justice sociale. Si pendant longtemps tu étais perçu.e comme marginal.e, welcome home, la famille de gauche t'accueille à bras ouverts.

Poisson (18 février - 19 mars)

Heureusement que tu es marqué avec une croix rouge de médic, parce que tu sais te fondre dans la masse de manière impressionnante... Bon, le black bloc ça t'aide un peu :p. N'empêche que tes capacités à t'adapter aux besoins dans l'ombre font de toi (et du malox) l'ennemi du poivre de cayenne. Suggestion : choisis un.e camarade qui nage mieux le stress et la pression que toi.

Syndicalisme révolutionnaire des locataires :

Vers une grève générale des loyers !

Une crise

Nous avons serré les dents. Nous avons remis l'argent gagné à la sueur de nos fronts et pour lequel nous avons vu nos corps se dégrader sous prétexte que nous pouvions encore « vivre » malgré tout. Mais la cupidité des propriétaires est sans limite. Ils ont vu les profits que d'autres propriétaires peuvent tirer des locataires dans des villes comme Toronto. Depuis, ils font tout ce qui est en leur pouvoir pour nous rendre la vie insupportable au nom du profit.

Le loyer moyen à Montréal, qui était de 730 $ en 2011, s'élève aujourd'hui à 1500 $ par mois pour un nouveau bail d'un appartement d'une chambre non-meublée (3 ½). Dans ce contexte, pas surprenant que les expulsions aient augmenté de 150 % entre 2021 et 2022.

Les locataires non rentables ont été expulsé·e·s sous prétexte de rénovation (ce que l'on appelle désormais « rénoviction ») pour faire place à des quartiers nouvellement embourgeoisés. Le simple fait d'être locataire est de moins en moins possible. La population des sans-abris est, elle aussi, passée de 3 100 à plus de 4 000 entre 2018 et 2022.

Solidarité et action directe

Comme locataires, nous nous sommes habitué·e·s à considérer ces problèmes d'augmentation de loyer ou de propriétaire comme des problèmes « personnels ».

Nous en sommes rendu·e·s à accepter la philosophie selon laquelle nous sommes seul·e·s dans une lutte contre un ennemi beaucoup plus puissant. Pourtant, en regardant autour de nous, nous trouverons des dizaines de milliers de voisin·e·s confronté·e·s aux mêmes problèmes.

C'est dans un syndicat que nous protégeons les intérêts personnels des un·e·s et des autres. Grâce à la garantie qu'une « attaque contre l'un·e » sera considérée comme une « attaque contre tou·te·s», nous utilisons tout le poids de notre force collective pour défendre chacun·e de nos membres. Cette dynamique s'appelle l'entraide et la solidarité.

L'action directe nous donne de la force en tant que locataires. L'action directe est militante et autonome. Elle ne fait pas appel aux autorités, par le biais de procès ou de lobbying, mais force le changement par la pression ou l'expropriation. Un syndicat de locataires montre que les propriétaires ne sont pas à l'abri d'une grève des loyers, d'occupations de leurs bureaux, de marches jusqu'à leur domicile, d'occupations ou de banderoles sur les balcons.

Le 1er mai : Une histoire de grèves des loyers

Ce 1er mai marque le 6e anniversaire de la grève des loyers de 2017 à Toronto. Pendant près de sept mois, jusqu'à 300 grévistes se sont lancés dans une bataille rangée comprenant des occupations de bureaux et une visite militante à domicile. Les grévistes empêché leur augmentation de loyer, ont obtenu un vaste plan d'entretien et un allègement des loyers pour les locataires les plus pauvres.

Inspirés, en 2018, 55 autres locataires de Toronto ont entamé une grève des loyers sous l'égide d'un autre propriétaire, repoussant une partie d'une importante augmentation de loyer. À Los Angeles, en 2018, plus de 200 locataires latino-américain·e·s ont fait la grève des loyers pendant plusieurs mois, et la grande majorité du groupe a réussi à forcer leur propriétaire à leur permettre de conserver leur loyer.

En 1931, à Barcelone, jusqu'à 100 000 locataires ont fait la grève des loyers. Des barricades ont été érigées dans la rue pour empêcher la police de procéder à des expulsions. En 1963, 850 familles noires de Harlem ont entamé une grève des loyers, et de nombreux locataires ont finalement vu leur loyer ramené à 1 dollar par mois (oui, un dollar par mois!).

Les locataires organisé·e·s ne sont pas sans défense. En fait, les grèves des loyers menacent de créer une situation où les propriétaires ne peuvent pas percevoir les loyers et où la police ne peut pas faire respecter leur droit de propriété. En fait, les grèves des loyers menacent d'exproprier les propriétaires et d'expulser l'État de nos quartiers. On peut appeler cela une révolution.

Comment s'organiser en tant que locataire

S'organiser comme locataire peut se faire dans des duplex ou des immeubles de grande hauteur. Commencez par frapper aux portes et par des conversations individuelles.

Si vous habitez un duplex ou un triplex, vous pouvez frapper aux portes des autres immeubles de votre quartier ou de la rue avoisinante. Même si vous n'avez pas le même propriétaire, rien n'empêche les locataires de veiller aux intérêts des autres et de créer des « comités de quartier ».

Afin de rassembler les locataires, une réunion est organisée pour discuter des problèmes communs et s'entendre sur la marche à suivre. Deux types d'activités sont possibles : 1) le renforcement de la communauté ou 2) l'action directe. Si les locataires veulent voir des changements dans leurs logements, une pétition est généralement un bon point de départ.

Le Syndicat autonome des locataires de Montréal (SLAM) est un syndicat montréalais structuré comme un « seul grand syndicat » pour tous les locataires.

Au cours de la dernière année, les locataires du SLAM se sont organisé·e·s dans plus d'une douzaine d'immeubles. Iels ont marché sur les bureaux de Cogir, déposé des banderoles sur les balcons de Cromwell et repoussé l'expulsion du campement de Ville-Marie.

Les comités de logement : une stratégie vouée à l'échec

Les dernières années ont montré que les stratégies actuelles d'audiences judiciaires et de lobbying politique pour les réformes ne mèneront nulle part. Ces stratégies employées par les ONG, notamment les comités de logement, ont réussi à récupérer de nombreux locataires autrement militant·e·s, et à les orienter vers des tactiques qui échouent.

Il ne s'agit pas d'une lutte où les locataires ont besoin de connaître « leurs droits ». Nous n'avons pas besoin de réformes ou de connaissances juridiques. Le système judiciaire garantit aux propriétaires le droit de percevoir les loyers, le droit d'expulser les locataires et le droit à une augmentation de loyer annuelle (qui, cette année, peut atteindre plus de 7 %). La CAQ et les gouvernements municipaux préfèrent manifestement les empires immobiliers à une réforme, même mineure, du logement social et de la loi.

Chaque fois que nous demandons aux autorités de résoudre nos problèmes, nous perdons des occasions d'organiser nos voisin·e·s et de mettre l'accent sur l'action directe. Malheureusement, même nombre de réformistes ont choisi de s'en remettre aux audiences des tribunaux ou de demander une réforme du logement plutôt que d'organiser les locataires.

En tant qu'anarchistes et anticapitalistes, il ne suffit pas de s'organiser entre nous. Un syndicalisme révolutionnaire promet une grève générale des loyers qui peut conduire à l'expropriation des propriétaires. Le chemin vers la victoire à petite échelle et la révolution sont une seule et même chose.

- **Des membres du SLAM-MATU**

(Syndicat de Locataires autonomes de Montréal / Montreal's Autonomous Tenants Union)

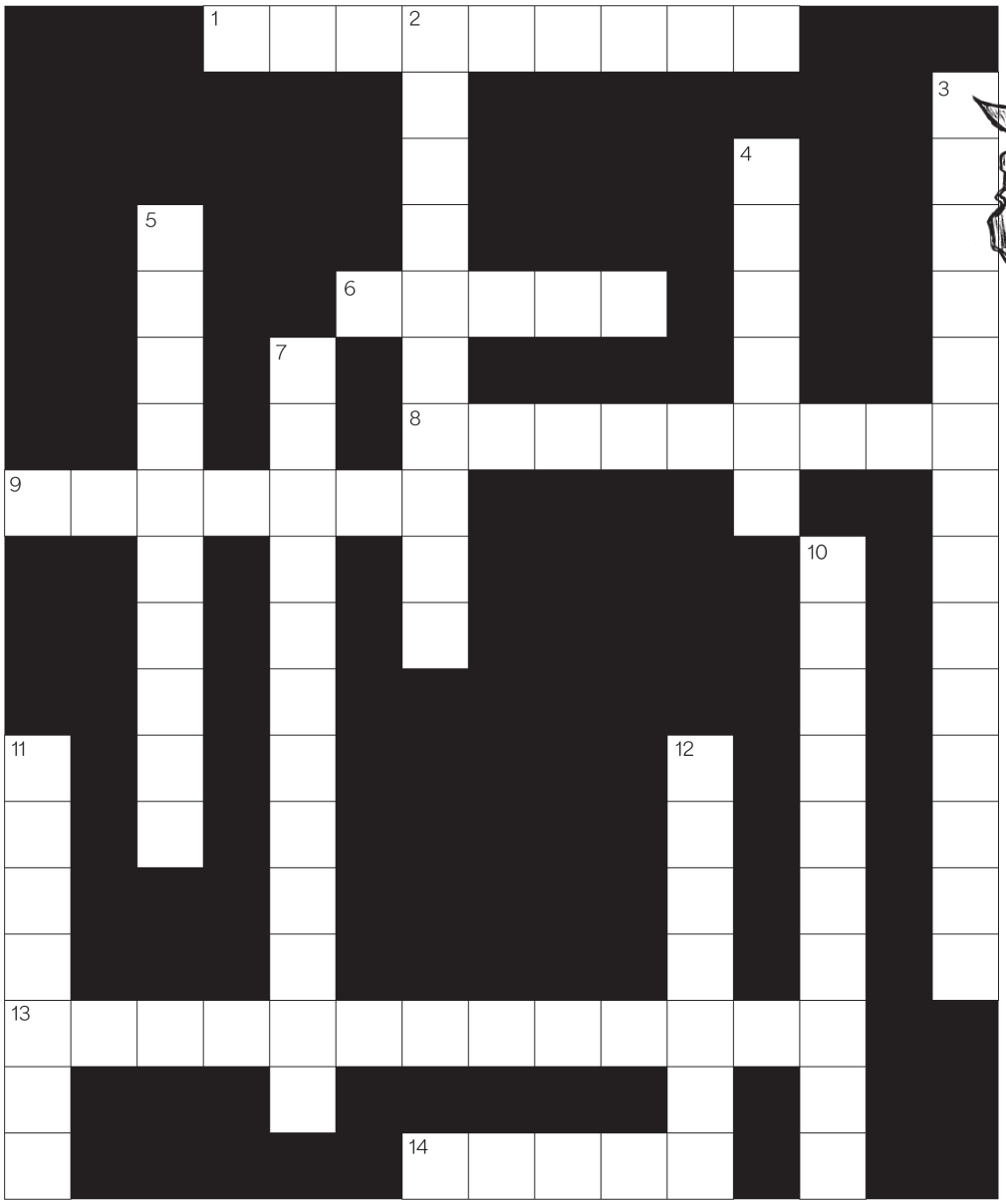
Sources:

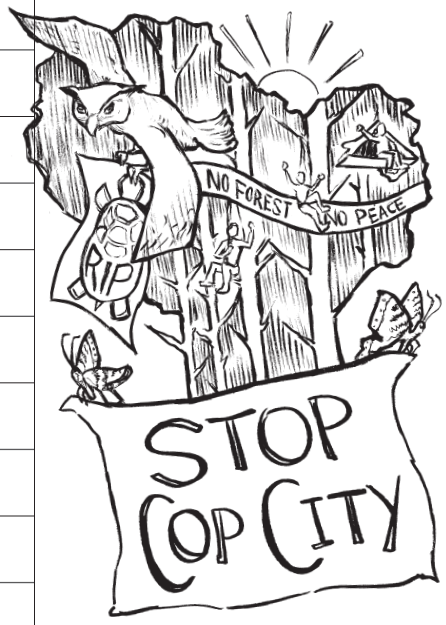
https://rclalq.qc.ca/wp-content/uploads/2022/12/Evictions-2022-RCLALQ.pdf

https://www.aptnnews.ca/national-news/homeless-in-montreal-fighting-covid-19-freezing-temperatures-and-police/

https://www.mtlblog.com/montreal/montreals-february-rent-report-is-out-heres-how-much-the-average-is-going-up

Zine, "The Tenant Organizer's Handbook" (Montreal) 2023.





Solutions : clac-montreal.net

Horizontal

1 Mouvement de la population visant à fuir les ravages du capitalisme globalisé

6 Cessation collective et concertée du travail ou des études en vue d'un objectif commun

8 Mécanisme visant à camoufler l'augmentation des profits des capitalistes

9 Les ... ont toujours tord

13 Action de réappropriation collective des biens de base dans une perspective de justice sociale

14 Est la seule qui paie

Vertical

2 Ne règle pas les problèmes profonds du capitalisme

3 Type d'action politique qui ne passe par aucune médiation pour atteindre ses buts (deux mots)

4 Le langage des sans voix

5 Barrières géographiques imaginaires imposées par les États-Nations modernes

7 Ce n'est pas un vrai travail

10 ... par le fait

11 Type d'évasion pratiqué par les criminels à cravates

12 Ce que l'on obtient en échange de se faire exploiter par un patron

HAUSSE DES LOYER :

EXPROPRIONS LES PROPRIOS !

★ **17H30 : CONTINGENT ANTICAPITALISTE**
métro Verdun (coin Willibord et Verdun)

★ **19H00 : MANIFESTATION ANTICAPITALISTE**
Parc Madeleine Parent – Métro Atwater

1ER MAI ANTICAPITALISTE

clac-montreal.net